

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

*Version 2 – Juillet 2024*

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

**Procédure SADMS2021**

**Pouvoir adjudicateur** : Hospices Civils de Lyon, Direction des Achats – Produits de Santé – 45 rue Villon CS48283 – 69008 LYON

**Objet du marché** : Fourniture de Médicaments Dérivés du sang, Recombinants et issus de Thérapie Génique

**Procédure** : Appel d'offres restreint (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-6 à R.2161-11, R.2162-39, R.2162-41 à R.2162-47, R.2162-49 à R.2162-51 du Code de la commande publique)

**Technique d'achat** : Système d'acquisition dynamique (R.2162-37 à R.2162-51 Code de la commande publique)

# SOMMAIRE

## 1. TABLE DES MATIERES

1.	TABLE DES MATIERES.....	2
Chapitre 1er - Généralités.....		5
1.	Fonctionnement du pouvoir adjudicateur.....	5
1.1	Type de pouvoir adjudicateur.....	5
1.2	Coordonnées du pouvoir adjudicateur.....	5
1.3	Bénéficiaires des marchés spécifiques.....	6
1.4	Répartition des Responsabilités.....	6
1.5	Litiges.....	7
2.	Objet et périmètre du SAD.....	7
2.1	Objet du SAD.....	7
2.2	Nature et Forme des Marchés Spécifiques.....	8
2.3	Périmètre géographique.....	8
3.	Pièces constitutives du contrat.....	8
4.	Durée du SAD.....	9
5.	Obligations générales des titulaires.....	9
5.1	Changement affectant le candidat admis au SAD.....	9
5.2	Suivi de l'exécution des marchés.....	9
5.4	Qualité des fournitures.....	10
5.5	Assurance.....	11
5.6	Discretion et confidentialité.....	11
5.7	Obligations relatives au travail dissimulé.....	11
5.8	Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur Pouvoir Adjudicateur – Etablissement Bénéficiaires et Titulaires.....	12
Chapitre 2 - Prix et règlements.....		13
6.	Contenu et caractère des prix.....	13
6.1	Forme des prix.....	13
6.2	Contenu des prix.....	13
7.	Modification des prix.....	14
7.1	Hypothèses de révisions des prix justifiées par la réglementation applicable aux médicaments.....	14
7.2	Offre de prix promotionnels.....	15
7.3	Remises et escomptes applicables.....	15
7.4	Révision des prix.....	16
8.	Avances.....	16

9.	Modalités de règlements .....	16
9.1	Délais de paiement.....	16
9.2	Factures.....	17
9.3	Nantissement et Cession de Créance.....	19
Chapitre 4 - Exécution .....		20
10.	Modalites de passation des marches specifiques .....	20
10.1	Référencement des Candidats .....	20
10.2	Passation des marchés spécifiques .....	20
10.3	Objet du marché spécifique .....	20
10.4	Forme des marches spécifiques .....	21
10.5	Durée des marches spécifiques.....	23
10.6	Pièces du marché spécifique .....	23
10.7	Obligations spécifiques liées au prix .....	24
10.8	Modalités de remise des offres.....	24
10.9	Évaluation des offres des marches spécifiques.....	25
10.10	Notification.....	25
11.	Gestion des ruptures d’approvisionnement.....	25
11.1	Obligation d’information.....	25
11.2	Rupture consécutive à une évolution de la réglementation ou à une décision d’une autorité administrative et sanitaire et non imputable au titulaire .....	26
11.3	Rupture imputable au titulaire.....	26
12.	Clauses de réexamen relatives à la modification des conditions du marché spécifique en cours d’exécution.....	27
12.1	Cession du marché .....	27
Chapitre 5 – Constatations de l’exécution des prestations .....		29
13.	Opérations de vérification .....	29
14.	Vérifications quantitatives.....	29
15.	Vérifications qualitatives .....	29
16.	Clause de reprise .....	30
17.	Admission et transfert de propriete .....	31
18.	Garantie des fournitures .....	31
Chapitre 6 – Résiliation, exécution aux frais et risques et pénalités.....		32
19.	Pénalités .....	32
19.2	Pénalités en cas de retard dans l’exécution des prestations .....	32
19.3	Pénalités en cas de rupture dans l’exécution des prestations .....	32
19.3	Pénalités en cas de retard dans la mise en œuvre des codes agrégées ou consolidées.....	33
19.4	Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données.....	33

19.5 Autres pénalités .....	33
20. Exécution aux frais et risques .....	33
21. Résiliation du contrat .....	34
21.1 Motifs de résiliation .....	34
21.2 Indemnité de résiliation .....	35
21.3 Résiliation en cas de liquidation judiciaire .....	35
Chapitre 7 – Imprévision et circonstances imprévues .....	36
22. Incidence d'un événement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat .....	36
22.1 Obligation d'information.....	36
22.2 Modalités de poursuite du contrat .....	36
22.3 Modification des conditions d'exécution .....	36
22.4 Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire des prix .....	37
22.5 Modalités de la suspension du contrat .....	38
22.6 Prolongation du marché.....	38
Chapitre 8 - Dérogations au CCAG-FCS .....	39

## Chapitre 1er - Généralités

### 1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

#### 1.1 Type de pouvoir adjudicateur

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS donne mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par les **Hospices Civils de Lyon** en application de la délibération de l'assemblée générale du GCS Uni.H.A.

Les Hospices Civils de Lyon, en leur qualité de coordonnateur, sont le pouvoir adjudicateur du présent système d'acquisition dynamique (SAD).

Par dérogation aux articles 2 et 3.7.1 du CCAG FCS, les établissements bénéficiaires des marchés spécifiques (les adhérents UniHA) auront la qualité d'acheteur pour l'exécution des prestations de chaque marché spécifique : ils notifient les bons de commande et paient les prestations auprès des titulaires.

Néanmoins, au titre de ses compétences résultant de l'article L.2113-2, 1° du Code de la commande publique, le GCS se réserve, en cours d'exécution, la possibilité d'acquérir directement les fournitures des marchés spécifiques pour les revendre à ses membres. Il aura alors la qualité d'établissement bénéficiaire. Le cas échéant, un avenant précisera cette modalité.

#### 1.2 Coordonnées du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur contractant du SAD est :

**Hospices Civils de Lyon**  
Direction des Achats - Produits de Santé  
45 Rue Villon  
CS 48283  
69008 LYON

Les référents en charge du suivi sont :

- Pharmacien coordonnateur : Mme Véronique BARDEY
- Pharmacien acheteur : Mme Cécile VISENT, [ext-cecile.visent@chu-lyon.fr](mailto:ext-cecile.visent@chu-lyon.fr)
- Assistante achat : Mme Nathalie FAURE, [ext-nathalie.faure@chu-lyon.fr](mailto:ext-nathalie.faure@chu-lyon.fr)

---

### 1.3 Bénéficiaires des marchés spécifiques

Les établissements adhérents bénéficiaires potentiels des marchés spécifiques lancés dans le cadre du présent Système d'acquisition dynamique sont les membres d'UniHA identifiés dans chaque marché spécifique.

Les marchés spécifiques ne peuvent en revanche être mis à disposition que des seuls adhérents du GCS UNIHA identifiés au moment du lancement de chaque marché spécifique.

Le GCS UniHA pourra également être le bénéficiaire des marchés spécifiques dans le cadre d'une modalité d'achat-revente.

---

### 1.4 Répartition des Responsabilités

Les [Hospices Civils de Lyon](#) sont le pouvoir adjudicateur pour la passation du SAD. Ils demeurent seuls responsables de toute la procédure de passation du SAD et de ses éventuelles modifications.

Les marchés spécifiques seront lancés par les [Hospices Civils de Lyon](#), en leur qualité de coordonnateur, pour leurs propres besoins comme pour celui des établissements bénéficiaires du SAD.

Les [Hospices Civils de Lyon](#) sont compétents pour :

- Accepter ou rejeter les candidatures présentées au titre du SAD ;

Le pouvoir adjudicateur qui prend la responsabilité de la passation du marché spécifique (Hospices Civils de Lyon pour le compte de Uni.H.A) est compétent pour :

- Procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, à l'organisation de la procédure de passation de marché(s) spécifique(s) dans le respect du dossier de consultation du SAD ;
- Signer et notifier le(s) marché(s) spécifique(s) ;
- Procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du ou des marché(s) spécifique(s) ;
- Réaliser plus généralement tous les actes relatifs à la modification du ou des marchés spécifiques ;
- Prononcer la résiliation du ou des marchés spécifiques ;
- Gérer les relations pré - contentieuses et les contentieux formés à l'encontre de la passation des marchés spécifiques.

L'exécution des marchés spécifiques et les éventuels litiges relatifs à l'exécution, relève en tout état de cause de la compétence des établissements bénéficiaires.

---

## 1.5 Litiges

Les [Hospices Civils de Lyon](#), établissements coordonnateur du SAD, ne peuvent être tenus responsables de défauts constatés dans l'exécution des marchés spécifiques issus du contrat.

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'exécution de chaque bon de commande et aux actes relevant de la responsabilité des établissements bénéficiaires relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre le bénéficiaire et le titulaire et dépendront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires.

Les litiges concernant l'accord-cadre lui-même et aux actes relevant de la responsabilité des Hospices Civils de Lyon relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

## 2. OBJET ET PERIMETRE DU SAD

---

### 2.1 Objet du SAD

Le Système d'Acquisition Dynamique (SAD) a pour objet « **la fourniture de Médicaments Dérivés du Sang, Recombinants et Issus de Thérapie Génique** » pour le compte des établissements bénéficiaires désignés à l'article 1er du présent CCAP adhérents à Uni.H.A.

Le SAD est subdivisé comme suit :

**Catégorie 1 : Traitement de l'hémophilie**

**Catégorie 2 : MDS hors Ig polyvalentes**

**Catégorie 3 : Ig polyvalentes**

Les montants indiqués en [annexe 1 du CCAP](#) s'appliquent à chaque catégorie dans sa globalité et sont « estimatifs » sur la durée du SAD. **Ils ne constituent en aucun cas un engagement contractuel quelconque ou un minimum de commande.**

Le CCTP décrit pour chaque catégorie, les caractéristiques générales des produits qui seront achetées dans le cadre des marchés spécifiques.

Les marchés spécifiques seront lancés par catégorie, le [pouvoir adjudicateur](#) pouvant néanmoins lancer simultanément, au sein d'un même DCE, plusieurs marchés spécifiques pour plusieurs catégories, sans qu'il ne soit exigé des fournisseurs qu'ils soient en mesure de répondre à l'ensemble des catégories concernées par le marché spécifique.

---

## 2.2 Nature et Forme des Marchés Spécifiques

Chaque marché spécifique sera un accord-cadre à bons de commande avec ou sans minimum et avec un maximum en volume pour chaque lot.

Le volume maximum s'entend, pour chaque lot, comme un volume maximum de commande réalisé par l'ensemble des établissements bénéficiaires du lot concerné.

Ces volumes seront déterminés pour chaque marché spécifique.

---

## 2.3 Périmètre géographique

Les livraisons des fournitures objet du SAD peuvent avoir lieu sur l'ensemble du territoire national ainsi que dans les Départements et Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer ([annexe 2 du CCAP](#)).

Les livraisons dans les DROM-COM sont effectuées suivant l'Incoterms FCA (Free Carrier).

La liste des établissements membres de UniHA jointe en annexe 2 du CCAP à titre indicatif est susceptible d'évoluer en cours du SAD.

Le périmètre de livraison sera précisé lors de chaque marché spécifique.

## 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du SAD sont les suivantes :

- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses 3 annexes** :
  - ➔ Annexe 1 : Liste des catégories
  - ➔ Annexe 2 : Liste des adhérents du GCS UniHA
  - ➔ Annexe 3 : Liste des comptables assignataires des adhérents UniHA
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières**
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

**En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.**

Les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée, que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas au SAD.

Les exemplaires des documents particuliers énumérés ci-dessus et conservés dans les archives de l'établissement coordonnateur font seuls foi.



## 4. DUREE DU SAD

Pour toutes les catégories, le SAD sera ouvert pour une période de **8 ans** à compter de sa publication. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du Code de la Commande Publique.

## 5. OBLIGATIONS GENERALES DES TITULAIRES

### 5.1 Changement affectant le candidat admis au SAD

Le candidat admis au SAD s'engage à informer les Hospices Civils de Lyon de tout changement survenant au cours de la période de validité du SAD, affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter,
- La forme de l'entreprise,
- La raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- Son adresse ou son siège social,
- La cession d'une ou de différentes activités,
- L'acquisition d'une nouvelle activité,
- Ses coordonnées bancaires.

Ces changements doivent être signalés impérativement et sans délai au [pouvoir adjudicateur \(Hospices civils de Lyon\)](#) avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue au titre du ou des marchés spécifiques notifiés au candidat admis au SAD.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif.

Concernant les changements de coordonnées bancaires, le [pouvoir adjudicateur en charge de la passation du marché spécifique](#) acceptera la modification de RIB après s'être assuré par tous moyens de la validité du nouveau RIB.

Dans le cas où ces modifications entraînent la substitution du titulaire du marché spécifique par un nouveau titulaire au sens de l'article R2194-6 du Code de la commande publique, elles font l'objet d'un avenant.

### 5.2 Suivi de l'exécution des marchés

#### 5.2.1 REPORTING COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le titulaire devra fournir, à chaque adhérent et au coordonnateur, sous format EXCEL, au minimum à [chaque date anniversaire](#) et pour chaque marché spécifique :

- le volume des commandes en quantité, sur l'année écoulée ;

- le chiffre d'affaires réalisé HT et TTC pour chaque référence ;
- les montants de remises consenties par type de remise et par adhérent, et leurs dates de perception.

Le titulaire transmettra à la même date un état des lieux global au coordonnateur.

Chaque adhérent pourra émettre des contestations dans un délai d'un mois à compter de la réception de cet état des lieux. En cas de contradiction, l'adhérent pourra interroger le titulaire sur la différence. Après concertation et accord de l'adhérent, le titulaire émettra au profit de l'établissement concerné un avoir du montant de la remise pour la période considérée. Cet avoir pourra faire l'objet d'un titre de recette émis par le trésorier de l'établissement membre.

---

#### 5.2.2 REPORTING UNIHA

Chaque titulaire de chaque marché spécifique s'engage à transmettre au GCS UniHA deux reporting par an, afin d'effectuer un suivi de l'activité du Titulaire en termes de volumétrie et en terme financier. Les dates de reporting demandées sont le **31 juillet** pour les données du 1<sup>er</sup> janvier au 30 Juin (Semestre1) et le **31 janvier** pour les données du 1<sup>er</sup> Juillet au 31 décembre (semestre2).

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution des marchés spécifiques, quelle que soit la date de début et la date de fin du marché spécifique, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie un semestre.

Ce reporting sera réalisé à l'aide d'un fichier Template disponible sur le site internet de UniHA à partir du menu suivant : « Je suis une entreprise », « Reporting fournisseur ».

Le reporting doit permettre de renseigner les données obligatoires suivantes :

1. N°SIRET du titulaire, le nom du titulaire
2. Numéro de marché attribué par UniHA,
3. N° SIRET de l'établissement bénéficiaire du marché, le Nom de l'établissement : Date de début et date de fin de période de reporting (exemple 01/01/2019 - 30/06/2019 : pour des données agrégées au semestre) pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.
4. Quantité de produits et/ou services facturée
5. Montant facturé en euros HT et TTC

#### Mode opératoire :

Le format fichier sera CSV ou Excel.

Le lien pour déposer le fichier se trouve sous « Je suis une entreprise », « reporting fournisseur ». Il permet de tester le fichier et de le transmettre à UniHA.

---

#### 5.4 Qualité des fournitures

Les fournitures doivent être conformes à la réglementation en vigueur, aux spécifications techniques décrites dans le CCTP, de façon générale, à l'ensemble des stipulations du marché spécifique.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité identique à celle des photos ou iconographies, ou spécimen, fournis avec son offre en fonction des exigences propres de chaque marché spécifique.

---

### 5.5 Assurance

Conformément à l'obligation mentionnée à l'article L.1142-2 du Code de la Santé Publique, le titulaire, en sa qualité de producteur, exploitant ou fournisseur de produits de santé à l'état de produits finis, est tenu de souscrire une assurance destinée à le garantir pour sa responsabilité civile ou administrative susceptible d'être engagée en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de l'ensemble de son activité.

Le titulaire d'un marché spécifique devra, dans un **délai de 15 jours** à compter de la date de notification du marché spécifique et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du pouvoir adjudicateur en charge de la passation du marché spécifique, être en mesure de produire une attestation établissant l'étendue de la responsabilité couverte.

---

### 5.6 Discretion et confidentialité

Le titulaire de chaque marché spécifique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire de chaque marché spécifique s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

---

### 5.7 Obligations relatives au travail dissimulé

A compter de la notification du marché spécifique, le titulaire du marché spécifique est tenu de fournir au *pouvoir adjudicateur* **tous les six mois** et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché spécifique, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

---

## 5.8 Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur Pouvoir Adjudicateur – Etablissement Bénéficiaires et Titulaires

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le titulaire traite les données personnelles collectées auprès des agents de UniHA et de chaque adhérent pour les seuls besoins du suivi administratif de l'accord-cadre et l'exécution des prestations contractuelles qui lui incombent.

Chaque établissement bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les obligations qui s'imposent en application du RGPD et de la politique interne de l'établissement en conséquence de l'utilisation des équipements et prestations objet du marché et le titulaire s'engage à les respecter.

Ces obligations feront l'objet le cas échéant d'un accord spécifique entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire selon la politique interne de l'établissement.

## Chapitre 2 - Prix et règlements

### 6. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

#### 6.1 Forme des prix

Chaque marché spécifique est conclu à prix unitaires nets HT.

Les prix initiaux figurant au bordereau de prix unitaire (BPU) ou dans l'offre de prix sont établis à la date de remise des offres de chaque marché spécifique.

Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement commandées déduites des remises indiquées dans l'offre du titulaire.

La forme des prix (fermes ou révisables) et, le cas échéant, la formule de révision, seront précisées dans le marché spécifique.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de la livraison des fournitures sauf dispositions réglementaires contraires.

Les taxes réglementaires, autres que la TVA, doivent être intégrées au prix unitaire HT. Aucune taxe réglementaire ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire en cours d'exécution du contrat. Cela s'appliquera également en cas d'application d'une nouvelle taxe, sauf disposition réglementaire ou législative contraire.

#### **Titulaire étranger**

La monnaie de compte des marchés spécifiques est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

#### 6.2 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

**Pour les DROM-COM, les prix sont proposés par le titulaire en [FCA \(Free Carrier\)](#).**

## 7. MODIFICATION DES PRIX

Ces modifications de prix s'appliquent **sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à un avenant**. La signature de l'offre de prix révisée par les deux parties vaut accord et application à la date de prise d'effet acceptée par le [pouvoir adjudicateur du marché spécifique](#).

Les marchés spécifiques pourront compléter les dispositions du présent article selon que les prix soient fermes ou révisables.

---

### 7.1 Hypothèses de révisions des prix justifiées par la réglementation applicable aux médicaments

Les prix du marché sont réglementairement ou conventionnellement modifiés à tout moment à la baisse :

- [en cas de modification des prix des médicaments rétrocédables](#) (article L.5126-4 du Code de la Santé Publique) ou [inscrits à la liste des médicaments ou dispositifs médicaux pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation](#), l'offre de l'opérateur économique sera révisée à la baisse.

Le prix applicable sera le prix de cession ou tarif de responsabilité, au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande.

- [en cas de variation des prix fixés par convention conclue entre le CEPS et les entreprises exploitant des médicaments](#), le prix applicable sera le prix fabricant hors taxe publié (PFHT), sauf avis contraire du laboratoire notifié au plus tard le jour de publication du nouveau prix au journal officiel et dans la limite du prix pharmacien hors taxe.

**Les prix ne pourront en aucun cas être supérieurs aux prix publiés au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande.**

Cette baisse s'applique à la date de parution au Journal Officiel sauf information contraire figurant sur le Journal Officiel.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur par voie dématérialisée, sans délai ses nouveaux prix. Il transmet à cet effet :

- L'avis du JO relatif aux prix CEPS ;
- Le nouveau prix.

Si le Titulaire omet d'informer l'Interlocuteur d'une diminution du tarif CEPS, le Titulaire est tenu de procéder à un **rattrapage de la baisse de prix** et cela depuis la date d'application officielle de cette baisse.

#### **Remboursement de l'écart entre le prix d'achat et le prix de cession ou tarif de responsabilité lors de la publication du prix fixé par le CEPS :**

Le titulaire s'engage à rembourser (avoir ou titre de recettes), à chaque établissement adhérent qui en fait la demande, **l'écart de la valeur du stock entre le prix marché et le nouveau prix CEPS publié au JO**, pour tous les produits en stock à la date de publication au JO.

La demande du pharmacien de la PUI doit se faire dans un délai de 6 mois suivant la publication du nouveau prix CEPS au JO.

Ce remboursement se fait sur la base de la déclaration sur l'honneur du pharmacien de la PUI de l'établissement adhérent.

En cas d'augmentation du prix publié au JO, l'offre de l'opérateur économique, révisions comprises, restera le prix de référence.

---

### **7.2 Offre de prix promotionnels**

En cours d'exécution du marché spécifique, les prix peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre **d'offres de prix promotionnels** mises en place à l'initiative du titulaire.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, par écrit au pouvoir adjudicateur, le tarif promotionnel. **Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.**

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie, **sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.**

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

---

### **7.3 Remises et escomptes applicables**

Le Titulaire s'engage à appliquer à chaque établissement bénéficiaire les remises proposées dans son offre du marché spécifique (CF prestations fournisseur) et notamment :

- En cas de commandes via E.D.I (Echange de Données Informatisés) ;
- En cas de regroupement de commandes ;
- En fonction du montant de la commande (« panier moyen ») ;
- En fonction du chiffre d'affaires annuel (« remise en fonction du chiffre d'affaires annuel ») ;
- En fonction du respect des conditionnements fournisseurs ;
- En fonction de la gestion des commandes (nombre de commandes/ unité de temps)

Le Titulaire s'engage également à respecter les taux d'escompte précisés dans son offre en cas de réduction du délai de paiement.

---

#### 7.4 Révision des prix

Les clauses de révision des prix seront, le cas échéant, précisées dans chaque marché spécifique.

Les nouveaux tarifs, expressément acceptés par le pouvoir adjudicateur s'appliqueront de plein droit à compter de la date prévue pour la révision.

### 8. AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement du marché spécifique.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

#### **Remboursement de l'avance**

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

Dans le cas d'une reconduction, la même procédure sera adoptée pour le versement et le remboursement de l'avance.

Les établissements bénéficiaires pourront faire le choix de modifier les présentes dispositions dans un sens favorable au titulaire. Cette modification sera actée par voie d'avenant opposable entre le membre bénéficiaire et le titulaire du marché.

L'établissement s'engage à en informer Uni.H.A en lui transmettant l'avenant.

### 9. MODALITES DE REGLEMENTS

---

#### 9.1 Délais de paiement

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits, à compter de la date d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.



Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à **40 euros**.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

Le paiement du contrat s'effectue grâce aux crédits inscrit à l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses (EPRD) de chaque établissement bénéficiaire.

Les modalités de règlement seront prises en accord avec le titulaire.

---

## 9.2 Factures


Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

### 1/ Facture électronique :

- ⚠ Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

## 2/ Dépôt de la facture électronique :

 La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

### La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'adhérent.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque adhérent, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

Toute facture correspondant à une livraison directe dans un service de soins sans accord préalable du ou des pharmacien(s) responsable(s) des approvisionnements, et ce quel qu'en soit le motif, sera rejetée.

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.

---

### 9.3 Nantissement et Cession de Créance

Dans le cadre des marchés spécifiques à bons de commande, le titulaire précisera s'il souhaite obtenir :

- Un certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique de chaque bon de commande. Dans cette hypothèse, il devra adresser sa demande auprès de chaque établissement adhérent bénéficiaire du marché spécifique.

## Chapitre 4 - Exécution

### 10. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SPECIFIQUES

#### 10.1 Référencement des Candidats

Seuls les candidats préalablement admis au sein du Système d'acquisition dynamique seront destinataires des invitations à remettre une offre lors de la publication des marchés spécifiques.

#### 10.2 Passation des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques seront lancés par les [Hospices Civils de Lyon](#) pour le compte du GCS UniHA et ses établissements bénéficiaires.

Deux marchés spécifiques ne peuvent avoir le même périmètre d'exécution.

Tous les candidats admis dans la catégorie du SAD concernée par le marché spécifique, et seuls ces candidats, sont invités à présenter une offre au marché spécifique dans un **délai minimal de 10 jours** à compter de l'envoi de la **lettre d'invitation à soumissionner** via la plateforme PLACE.

Pendant toute la durée du SAD, les candidats admis sont invités à répondre, pour les catégories qui les concernent, autant que possible aux marchés spécifiques lancés par **les Hospices Civils de Lyon**.

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre : dans ce cas, **ils informeront les Hospices Civils de Lyon du motif de leur non-réponse**.

La consultation se déroule uniquement par **voie électronique, via le profil acheteur**.

Un même marché spécifique pourra être lancé pour plusieurs catégories, sans qu'il ne soit exigé des fournisseurs qu'ils soient en mesure de répondre à l'ensemble des catégories concernées par le marché spécifique.

Une fois notifié auprès du titulaire, lorsque le marché spécifique a été lancé par **les Hospices Civils de Lyon**, le marché spécifique pourra être mis à disposition des membres du GCS Uni.H.A identifiés dans celui-ci, dans les conditions fixées au présent CCAP, et le titulaire exécutera ses prestations directement auprès de ces derniers.

#### 10.3 Objet du marché spécifique

Le marché spécifique a pour objet de définir précisément les fournitures objet du marché qui n'auraient pas été fixées dans le **dossier de consultation** du système d'acquisition dynamique.

Il a notamment pour objet de préciser :

- Le ou les bénéficiaire(s) concerné(s) ;
- Les catégories et sous catégories concernées : le marché spécifique précisera les produits retenus dans la catégorie concernée ;
- La forme du marché spécifique

- Les fournitures visées :
  - Qualitative : description technique des fournitures objet du marché spécifique par catégorie
  - Quantitative : quantités estimatives sans minimum et maximum par catégorie

**Les termes du marché spécifique ne pourront pas être en contradiction avec les termes du présent CCAP.**

---

#### 10.4 Forme des marchés spécifiques

Les « marchés spécifiques » sont entendus comme des « marchés spécifiques passés sur le fondement du SAD » conformément aux articles R.2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles R.2162-37 et suivants du Code de la commande publique, les parties ne pourront apporter des modifications substantielles aux termes fixées dans le SAD lors de la passation des marchés fondés sur cet accord.

[Les marchés spécifiques prennent la forme d'accords-cadres mono-attributaires ou multi-attributaires à bons de commande avec ou sans minimum et avec un maximum \(en volume ou en montant\).](#)

Le cas échéant, le caractère contractuel ou non des quantités renseignées sera indiqué dans le dossier de consultation du marché spécifique.

---

##### 10.4.1 MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

###### 10.4.1.1 COMMANDE DE FOURNITURES

Les livraisons ne pourront intervenir qu'après notification des bons de commandes signés par le pharmacien gérant de l'établissement bénéficiaire ou les pharmaciens ayant reçu délégation de signature.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- La quantité à livrer,
- La désignation de la fourniture
- Le numéro de référence du produit
- La date de livraison souhaitée,
- L'adresse et le lieu de livraison,
- Le montant TTC du bon de commande,
- La référence de l'accord-cadre,
- Le numéro de la commande,
- Le prix net unitaire HT.

Le titulaire du marché spécifique devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Il devra informer systématiquement l'établissement coordonnateur et l'ensemble des établissements bénéficiaires en cas de difficulté de fourniture, même si celle-ci ne concerne qu'un établissement.

#### 10.3.1.2 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire et seront listées pour chaque établissement bénéficiaire positionnés sur le marché spécifique.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

Les modalités d'accès propres à chaque établissement seront listées dans les documents de consultation du marché spécifique.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

#### 10.4.1.3. LE DELAI DE LIVRAISON

Le délai d'exécution est celui indiqué dans chaque bon de commande. L'établissement bénéficiaire respecte les délais mentionnés dans l'offre du titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

Pour les DROM-COM, les délais de livraison sont à comprendre entre la date d'arrivée de la commande et la date de livraison au transitaire.

En cas d'inachèvement des prestations à la date limite de validité du marché, le délai d'exécution des prestations expire à la date limite de validité du marché, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché.

#### 10.4.1.4. DESADV

Il est souhaité la mise à disposition du DESADV (despatch advice – avis d'expédition) en anticipation de la livraison avec le numéro de lot et la préemption.

*Dans l'hypothèse de la mise en œuvre des codes agrégés ou consolidés, les modalités de livraison devront être conformes aux dispositions de l'article 8 du CCTP.*

#### 10.4.1.5. BORDEREAU DE LIVRAISON

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- Le nom du titulaire,
- La date de livraison,
- L'objet de la livraison (sur chaque colis, avec la quantité),
- Le numéro de l'accord-cadre,
- La quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- La référence du bon de commande,
- Le lieu de livraison,
- Le numéro de lot ou de série, si possible,

- Le nombre de colis et le poids de chacun d'eux.

Le bordereau de livraison en format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord du pharmacien gérant de la PUI, de l'approvisionnement ou des pharmaciens ayant reçu délégation de signature.

Auquel cas, il pourrait être transmis par mail aux personnes concernées.

---

### 10.5 Durée des marches spécifiques

La durée et le délai de reconduction/non reconduction de chaque marché spécifique seront indiqués dans le CCAP propre à chaque marché spécifique.

Le titulaire ne pourra ni s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

**La durée maximale du marché spécifique est de 48 mois.**

Aucun marché spécifique ne pourra être conclu après le terme du SAD. Un marché spécifique peut toutefois s'achever postérieurement au terme du système, sous réserve que ce dépassement demeure raisonnable et ne méconnaisse pas l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché spécifique.

---

### 10.6 Pièces du marché spécifique

Les pièces du marché spécifique définies ci-après s'ajoutent au socle contractuel du SAD.

---

#### 10.6.1. DOCUMENTS DE CONSULTATION POUR LES MARCHES SPECIFIQUES

Pour la passation de chaque marché spécifique, le(s) candidat(s) au SAD seront invités simultanément à remettre une offre sur la base des documents de consultation pour chacune des catégories qui les concerne.

Ces documents comprendront au minimum :

- La **lettre de consultation** qui précisera en autres :
  - Les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation,
  - La composition du dossier de consultation,
  - Les modalités de remise des offres,
  - Les critères de choix des offres et leurs pondérations.
- **L'acte d'engagement et ses annexes**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes** qui précisera en autres :
  - La durée du marché spécifiques,
  - La forme des prix (ferme ou révisable) et le cas échéant les formules de révision,
  - Les pénalités, les motifs de résiliation et les modalités d'exécution aux frais et risques.
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes**

Lors du lancement du marché spécifique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de communiquer d'autres documents que ceux susmentionnés.

---

#### 10.6.2 DOSSIER A REMETTRE ET CONTENU DE L'OFFRE

Les candidats admis au SAD pourront présenter, pour chaque marché spécifique, une offre technique ainsi qu'une offre de prix la plus avantageuse possible pour chacune des fournitures concernées.

Les offres déposées, dans le cadre des marchés spécifiques, devront être conformes aux stipulations du SAD et aux documents propres au marché spécifique.

Les candidats remettront, au minimum :

- Le **bordereau de prix** dûment complété, daté et signé et format. cry ainsi que dans une version PDF
- Les réponses au questionnaire « **prestations fournisseur** » du marché spécifique
- Tout autre document susceptible de démontrer la qualité des prestations attendues, tel qu'il est demandé dans le dossier de consultation du marché spécifique :
  - **Fiche technique** : RCP JO ...
  - **Iconographie** : Elles sont adressées au coordonnateur, et sont obligatoirement remises dans les mêmes délais que l'offre, au format dématérialisé au sein du pli électronique déposé sur PLACE. Les photos/iconographies permettent l'analyse de la présentation du produit et de son étiquetage dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un spécimen. Ainsi, il est demandé au candidat de transmettre les bons à tirer du conditionnement primaire et secondaire sur l'ensemble de ses faces. Il devra également fournir la notice associée au conditionnement secondaire. Ces éléments doivent être transmis en taille réelle. Dans le cas contraire, le candidat indiquera l'échelle de la représentation des différents éléments. L'ensemble des documents transmis devront être fidèles au produit ainsi il est demandé des représentations en couleur.
  - **Spécimens** : Les spécimens sont adressés au coordonnateur, et sont obligatoirement remis dans les mêmes délais que l'offre. Ils font partie intégrante de l'offre. [Le nombre de spécimens demandé peut varier d'une unité par référence proposée à aucune.](#) Les spécimens envoyés doivent permettre l'analyse technique des fournitures pour lesquelles le candidat soumissionne, notamment la présentation des produits et la qualité du conditionnement primaire et secondaire. Le colis contenant les spécimens doit indiquer l'intitulé de la consultation. Les spécimens doivent être réceptionnés à l'adresse indiquée, avant la date et heure limites de réception des offres.
  - **Plan de palettisation** (selon modèle joint)

L'acte d'engagement pourra être remis uniquement au stade de l'attribution du marché spécifique, sauf mention contraire du marché spécifique.

---

#### 10.7 Obligations spécifiques liées au prix

Les prix seront exprimés exclusivement en euros HT et conformément aux dispositions du chapitre 2 du présent CCAP.

---

#### 10.8 Modalités de remise des offres

Les modalités de remise des offres sont exclusivement électroniques et telles qu'indiquées par les [Hospices Civils de Lyon](#) dans les documents de consultation du SAD et du marché spécifique.



---

## 10.9 Évaluation des offres des marchés spécifiques

Les critères de sélection des offres et leur pondération pour chaque catégorie seront basés sur le tableau suivant :

Hiérarchie du critère	Intitulé du critère	Pondération
1	Critère financier	Entre 10 et 45%
2	Critère Qualité (prestations fournisseurs, techniques, sécurité d'approvisionnement, critère RSE...)	Entre 55% et 90%

**Le total de la pondération de tous les critères sera de 100%.**

L'offre la mieux classée au regard de ces critères sera retenue.

La lettre de consultation précisera les modalités d'attribution du marché spécifique.

---

## 10.10 Notification

Les [Hospices Civils de Lyon](#) procéderont à la notification du marché spécifique au titulaire via la plateforme PLACE.

## 11.GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

---

### 11.1 Obligation d'information

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché spécifique, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), **le titulaire en informe par écrit le pouvoir adjudicateur du marché spécifique**, au(x) point(s) de contact(s) habituel(s) du Titulaire pour le suivi d'exécution du marché, **sans délai**.

Cette information doit comprendre, a minima :

- [Les motifs de la rupture d'approvisionnement](#) ;
- La durée prévisionnelle de rupture ;
- Une proposition de substitution.

Les Hospices Civils de Lyon apprécient les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite ou non de l'exécution du marché spécifique.

---

## 11.2 Rupture consécutive à une évolution de la réglementation ou à une décision d'une autorité administrative et sanitaire et non imputable au titulaire

---

### 11.2.1 PRODUIT DE SUBSTITUTION

---

Le **pouvoir adjudicateur du marché spécifique** accepte la présentation d'un produit de substitution pour palier à cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un **évènement extérieur** au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché (disposant de l'AMM en France ou à l'étranger en cas d'importation autorisée par l'ANSM). **Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.**

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'**accord préalable** du **pouvoir adjudicateur du marché spécifique**. Cet accord préalable, **daté et signé** par l'établissement coordonnateur sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution.

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable du **pouvoir adjudicateur du marché spécifique**, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification prévues au chapitre 5 ne s'appliquent.

---

### 11.2.2 RESILIATION

---

Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne peut être proposé par le titulaire ou accepté par l'établissement coordonnateur, **le marché spécifique peut être résilié pour motif d'intérêt général.**

---

## 11.3 Rupture imputable au titulaire

---

### 11.3.1 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

---

En cas de durée prévisionnelle de rupture **inférieure à 6 mois** imputable au titulaire, l'établissement coordonnateur peut refuser tout produit de substitution, y compris répondant aux critères définis à l'article 11.2.1, et chaque établissement bénéficiaire, après accord de l'établissement coordonnateur, **exécute le marché aux frais et risques du titulaire.**

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

En cas de carence entre la date d'émission du bon de commande et la reprise des livraisons par un tiers, chaque établissement adhérent est en droit d'appliquer les pénalités de retard prévues au présent CCAP.

---

### 11.3.2 RESILIATION

---

Dans l'hypothèse où la rupture est d'une **durée supérieure à 2 mois**, ou dans l'hypothèse où la rupture initialement réputée inférieure à 2 mois excède finalement une durée de 2 mois l'établissement

coordonnateur pourra **résilier le marché spécifique pour faute, et aux frais et risques du titulaire défaillant**, le cas échéant, après mise en demeure préalable d'un mois restée infructueuse.

La période ainsi couverte par l'exécution aux frais et risques du marché résilié s'achève à la date de notification d'un nouveau marché spécifique, ou à défaut d'un nouveau marché passé dans les règles du Code de la commande publique, elle ne peut excéder 6 mois, à compter de la date de résiliation du marché.

## 12. CLAUSES DE REEXAMEN RELATIVES A LA MODIFICATION DES CONDITIONS DU MARCHE SPECIFIQUE EN COURS D'EXECUTION

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, des modifications au marché spécifique sont susceptibles d'être apportées dans les hypothèses ci-dessous.

### 12.1 Cession du marché

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché spécifique initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la **capacité et les pouvoirs requis** pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des **garanties professionnelles, techniques et financières** suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à **l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur** qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les **garanties techniques et financières** suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;
- les justificatifs prouvant que le cessionnaire est satisfait à ses **obligations fiscales et sociales** ;
- un **Extrait K-BIS** qui précise la forme, la dénomination sociale, l'adresse du siège social et l'identité des mandataires sociaux du cessionnaire ;
- La **date** à laquelle la cession doit intervenir.

**Le pouvoir adjudicateur du marché spécifique** se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une

demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où l'exploitation d'une spécialité est transférée à une autre entreprise pharmaceutique, un **avenant de transfert** sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

## Chapitre 5 – Constatations de l'exécution des prestations

### 13. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification des prestations sont effectuées par chaque établissement bénéficiaire et pour chaque bon de commande, dans les conditions prévues aux articles 27 et 30 du C.C.A.G-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples ou approfondies ont pour but de constater que les prestations exécutées ou produits livrés présentent les caractéristiques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le cahier des charges et l'offre technique du titulaire.

Elles sont effectuées dans les locaux de l'établissement bénéficiaire par les agents désignés à cet effet.

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-F.C.S, l'établissement bénéficiaire n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'établissement pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

### 14. VERIFICATIONS QUANTITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Chaque adhérent présente sa décision d'admission, d'ajournement, de rejet ou de réfaction dans les conditions du CCAG FCS, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de livraison des produits.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira. En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

### 15. VERIFICATIONS QUALITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listées sur le bon de commande et les références livrées, **la validité de la durée de péremption et le respect de la chaîne du froid le cas échéant.**

Chaque adhérent présente sa décision d'admission, d'ajournement, de rejet ou de réfaction dans les conditions du CCAG FCS, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de livraison des produits.

Dans le silence de l'adhérent, l'admission est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, le produit est systématiquement rejeté sans condition de délai.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement bénéficiaire qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

## 16. CLAUSE DE REPRISE

Les reprises de stocks sur demande de l'établissement bénéficiaire sont à la charge de ce dernier lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, sa durée de validité, à un évènement lié à la pharmacovigilance, à un retrait de lot ou tout autre évènement lié exclusivement aux produits, pour résiliation, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire du marché spécifique.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, **cette opération est à la charge totale du titulaire de l'accord-cadre.**

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du contrat pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

La reprise de stock est valorisée par le truchement d'un avoir ou d'un titre de recette émis par l'adhérent.

**Reprise des médicaments rétrocédables** : si un médicament inscrit sur la liste des médicaments rétrocédables [passe sur la liste des médicaments remboursables, en cours de contrat, avec un circuit exclusif de dispensation en pharmacie de ville](#) ; les stocks de la PUI à la date de parution de l'arrêté d'inscription du médicament sur la liste des médicaments remboursables sont, à la demande de la PUI, repris par le titulaire, y compris pour les produits de la chaîne du froid.

**Un titre de recette correspondant aux stocks repris sera émis par le l'établissement bénéficiaire dans le délai de 2 mois à compter de son émission.**

## 17.ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété du titulaire vers chaque établissement bénéficiaire est réalisé par l'admission des produits livrés, prononcée dans les conditions du présent CCAP, sous réserve des vices cachés.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai maximal de 15 jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

## 18.GARANTIE DES FOURNITURES

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine à compter du jour de la réception.

Ce délai de garantie ne pourra être inférieur à celui fixé, le cas échéant, au CCTP du SAD où dans chaque marché spécifique. En l'absence d'indications, ce délai de garantie ne pourra être inférieur à un an.

Ces garanties sont applicables dans les mêmes conditions aux fournitures de substitution ou de remplacement.

## Chapitre 6 – Résiliation, exécution aux frais et risques et pénalités

### 19. PENALITES

Toutes les pénalités prévues au présent SAD sont appliquées au titulaire de chaque marché spécifique sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. **Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un évènement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.**

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération n'est accordée au titulaire.

---

#### 19.2 Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, une pénalité forfaitaire de retard de **200 euros par jour de retard** pourra être appliquée **dans la limite de 5 jours**. Passer ce délai, les pénalités appliquées seront celle définie à l'article 19.3 du présent CCAP.

**Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire.**

Ces pénalités sont selon le souhait de l'adhérent :

- ⇒ Soit **déduites du montant de la facture des produits** et/ou prestations sur la base desquelles la pénalité a été calculée,
- ⇒ Soit récupérées à la suite de l'émission, par l'adhérent, d'un **titre de recette**

---

#### 19.3 Pénalités en cas de rupture dans l'exécution des prestations

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou une partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande et en l'absence de produit de substitution tel que défini à l'article 11, chaque établissement adhérent se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un fournisseur tiers **tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.**

En sus de la pénalité décrite ci-dessus, **en cas de rupture** dans l'exécution des prestations, une pénalité forfaitaire de **500 euros par jour de rupture** pourra être appliquée **dans la limite de 2 mois**.

Ces pénalités sont appliquées par le GCS UniHA.



---

### 19.3 Pénalités en cas de retard dans la mise en œuvre des codes agrégés ou consolidés

Le délai contractuel de mise en œuvre des codes agrégés ou consolidés est mentionné dans la fiche « prestation du fournisseur » du titulaire remis au moment du dépôt de son offre.

Tout établissement bénéficiaire en capacité de traiter des codes agrégés ou consolidés est susceptible de la réclamer.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, le titulaire encourt une pénalité de 1 centime par CIP sérialisable.

Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire au titre de l'exécution de chaque marché spécifique.

---

### 19.4 Pénalités pour défaut des obligations relatives à la récupération des données

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les dates de reporting prévues à l'article 5.2 du présent CCAP, une pénalité de retard de **200 euros par semaine de retard** sera appliquée après mise en demeure préalable demeurée infructueuse. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

Ces pénalités sont appliquées par le GCS UniHA.

---

### 19.5 Autres pénalités

Le cas échéant, d'autres pénalités pourront être applicables. Celles-ci seront précisées dans le dossier de consultation du marché spécifique concerné.

En cas de non-respect d'un de ses engagements contractuels, et dans le cas où cette défaillance n'est pas sanctionnée par une pénalité spécifique prévue au présent contrat, le titulaire encourt une **pénalité forfaitaire de 500 euros par manquement constaté**.

## 20. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Les modalités d'exécution des frais et risques seront précisées dans le dossier de consultation de chaque marché spécifique.

## 21. RESILIATION DU CONTRAT

### 21.1 Motifs de résiliation

Le pouvoir adjudicateur du marché spécifique peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

**La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :**

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS
- En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- Si les services utilisateurs ou le laboratoire de contrôle d'une pharmacie décèlent une dégradation de la qualité des produits de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au contrat ;
- En cas de rupture d'approvisionnement pour une cause imputable au titulaire ;
- Lorsque le prix du marché est supérieur au prix publié au Journal Officiel pour les médicaments rétrocédables ou ceux inscrits sur la liste des spécialités pharmaceutiques mentionnée à l'article L. 162-22-7 du Code de la Sécurité Sociale prises en charge en sus des prestations d'hospitalisation, ou lorsqu'il est supérieur au prix faisant l'objet d'une convention entre le fournisseur et le CEPS ;
- En cas de modification technique du médicament ou dispositif médical proposé, ayant fait l'objet d'une prise en compte dans l'évaluation de l'offre ou d'une exigence technique.

**La résiliation sera prononcée pour motif d'intérêt général, notamment :**

- dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-FCS ;
- en cas d'expiration de brevet : le coordonnateur se réserve le droit de résilier le marché spécifique portant sur un médicament sans versement d'indemnité et sans mise en demeure préalable, lorsque ce médicament perd son brevet.
- en cas de fin de monopole de fait (le médicament n'est plus protégé par un brevet mais il est en situation de monopole) : le coordonnateur se réserve le droit de résilier le marché spécifique portant sur un médicament sans versement d'indemnité et sans mise en demeure préalable, lorsque ce médicament perd sa situation de monopole.
- En cas de forte fluctuation à la hausse du prix de la spécialité pharmaceutique.

Sauf dans les cas cités à l'article 41.2 du CCAG/FCS, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au Titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur met le Titulaire en demeure de faire cesser sans délai une situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, la mise en demeure est assortie d'un délai de deux (2) mois, conformément aux dispositions de l'article L8222-6 du code du travail.

En cas de résiliation du marché, le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur, dès le premier jour de prise d'effet de la résiliation et sans formalité supplémentaire, tous les documents en sa possession relatifs aux études et travaux effectués dans le cadre du marché.

Dans le cadre de cette résiliation, le Titulaire n'a droit à aucun dommage et intérêt.

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution.

---

### 21.2 Indemnité de résiliation

La résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnisation autre que le paiement des fournitures et prestations admises ou admissible à la date de résiliation.

---

### 21.3 Résiliation en cas de liquidation judiciaire

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Les Hospices Civils de Lyon adressent au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le **délai d'un mois** à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## Chapitre 7 – Imprévision et circonstances imprévues

### 22. INCIDENCE D'UN EVENEMENT IMPREVISIBLE ET EXTERIEUR AUX PARTIES SUR LA POURSUITE DU CONTRAT

#### 22.1 Obligation d'information

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties, rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer l'établissement coordonnateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

#### 22.2 Modalités de poursuite du contrat

Les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

#### 22.3 Modification des conditions d'exécution

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- D'une **prolongation de la durée du marché** si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les adhérents à une rupture dans la continuité des soins ;
- D'une **augmentation du volume maximum contractuel** dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins ;
- D'une demande du Pouvoir Adjudicateur de **rationaliser les commandes** des adhérents bénéficiaires afin d'assurer un minimum de livraison pour chaque établissement.

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque marché.

---

## 22.4 Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire des prix

Le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution du contrat s'il produit des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat du fait de la poursuite de l'exécution du contrat dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

A ce titre, il devra obligatoirement fournir une décomposition détaillée des coûts constitutifs de son prix de revient ainsi que des factures attestant du bouleversement de l'économie du contrat. Ces éléments seront transmis afin de justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

En cas d'absence totale ou partielle de justificatifs, la demande d'indemnisation ne sera pas étudiée.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte aux établissements bénéficiaires.

L'établissement coordonnateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 6 mois, reconductible une fois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par l'établissement coordonnateur,
- Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

---

## 22.5 Modalités de la suspension du contrat

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de l'évènement imprévisible, l'établissement coordonnateur peut décider de suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation au titre de cette suspension.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

---

## 22.6 Prolongation du marché

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il pourra être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée de l'accord-cadre prévue au présent CCAP, **lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.**

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, **dans la limite de 6 mois.**

## Chapitre 8 - Dérogations au CCAG-FCS

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services de 2009 :

Article du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
2	Définition de l'acheteur
3.7.1	Notification des bons de commande
14.1	Pénalités pour retard
14.1.1	Absence mise en demeure pour les pénalités de retard
14.1.2	Absence plafond des pénalités
14.1.3	Absence d'exonération à l'application des pénalités
27.3	Présence du titulaire
28.1	Rejet du produit de substitution